

## LE DROIT

Le Canada veut une francophonie agissante qui prépare l'entrée dans le 21<sup>ème</sup> siècle en français, a expliqué l'ambassadeur.

Le sommet de la francophonie doit être un succès, a déclaré Monique Vézina, le gouvernement canadien mettra tout en oeuvre pour qu'il réussisse.

La rencontre préparatoire a été excellente, a ajouté la ministre qui a indi-

qué que ce dernier sommet devrait être suivi par d'autres.

M. Bouchard a par ailleurs estimé que la double appartenance du Canada au nouvel espace francophone qui va être défini et au Commonwealth serait plutôt un avantage. Nous voulons que chaque thème discuté soit suivi de mesures concrètes, a encore précisé.

l'ambassadeur qui a expliqué qu'Ottawa proposerait lors du sommet des moyens nouveaux pour venir en aide aux pays les moins favorisés, en invitant par exemple à examiner de façon plus réaliste l'endettement de certains pays africains.

Au sujet des critiques formulées dernièrement par l'ancien premier ministre Pierre Marc Johnson sur la place qui était faite au Nouveau-Brunswick, Mme Vézina a reconnu que les enjeux de la francophonie ont une dimension fort différente pour le Québec et pour le Nouveau-Brunswick. Mais comme les deux gouvernements étaient représentés à parité au sein de l'Agence francophone de coopération culturelle et technique, il allait de soi que les deux gouvernements participent au sommet, a-t-elle indiqué.

C'est d'ailleurs ce qu'a pleinement accepté le nouveau ministre québécois des Relations internationales Gil Rémillard qui s'est déclaré pour sa part heureux de siéger à côté du représentant du Nouveau-Brunswick... "Mais je crois que tous les participants se rendent compte que le Québec a une situation particulière", a-t-il déclaré.

Faisant ainsi référence à l'accord du 8 novembre entre Ottawa et Québec sur le niveau de représentation de la province, le ministre québécois a précisé qu'il fallait aussi considérer la pratique des ententes signées. Il pourrait y avoir avec le gouvernement de M. Mulroney des discussions sur les conditions d'application de l'entente négociée et conclue par le précédent gouvernement de M. Johnson afin que le Québec, comme Etat francophone d'Amérique, soit représenté en fonction de cette situation.

Faisant référence à cette spécificité québécoise, M. Rémillard a précisé qu'il avait eu vendredi soir l'occasion de rencontrer durant près d'une demi-heure son homologue français, M. Roland Dumas, pour parler des relations franco-québécoises qui sont d'un intérêt prioritaire pour le Québec, a conclu le ministre.

À noter que pour la première fois, le plan de table du sommet avait été mis en place. Sur les plaques d'identification des deux provinces on pouvait lire: Canada-Québec et Canada-Nouveau-Brunswick.